

L'Azerbaïdjan veut forcer les Arméniens d'Artsakh (Haut Karabagh) à quitter leur terre ancestrale

Aujourd'hui, alors que les chefs d'État et les journalistes internationaux se concentraient sur l'Assemblée générale annuelle des Nations Unies à New York, l'Azerbaïdjan a adopté la prochaine phase de son plan directeur visant à forcer les Arméniens du Haut-Karabakh à quitter leurs terres autochtones en lançant une opération militaire à grande échelle contre les Formations de défense arméniennes. Il a également annoncé qu'il fournirait un itinéraire sûr pour « évacuer » la population civile afin de la mettre à l'abri du danger.

Cet acte de soi-disant bienveillance va à l'encontre de la réalité, mais les médias du monde entier en parlent sans le contexte approprié. Ce manque de perspective ne fait qu'aider l'Azerbaïdjan à accomplir sa mission consistant à nettoyer la région de toute trace de vie, de culture et d'histoire arménienne.

Sous le faux prétexte que les forces de défense arméniennes auraient provoqué cette attaque antiterroriste azérie en posant des mines terrestres qui ont tué plusieurs forces azéries, l'Azerbaïdjan a une fois de plus justifié ses actions agressives par des affirmations non prouvées que beaucoup de membres de la communauté internationale et des médias mondiaux continuent de prendre au pied de la lettre. .

Cette fausse stratégie équivalente a permis à l'Azerbaïdjan de violer les lois et conventions établies par l'ONU pour prévenir le nettoyage ethnique et le génocide. En effet, les actions militaires effrontées et les évacuations forcées de l'Azerbaïdjan envoient un message cynique à la communauté mondiale - et encore moins pendant la semaine de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il dit au monde qu'il peut opérer en dehors de l'ordre international simplement parce que personne n'est disposé à vérifier la véracité de ses affirmations ou à mettre cette agression en perspective dans le cadre d'un comportement génocidaire récemment dénoncé par les agences et les experts des droits de l'homme, notamment Des responsables gouvernementaux américains, français et autres.

Dans le contexte de tous les autres crimes contre l'humanité commis par l'Azerbaïdjan contre les Arméniens au fil des décennies et, plus récemment, lors de la guerre d'Artsakh de 2020 et de ses conséquences, les dirigeants du monde et les médias doivent faire preuve de la diligence requise pour enquêter pleinement sur ces récits azéris artificiels et éviter publier des déclarations et des rapports neutres qui décrivent les Arméniens comme tout sauf des victimes évidentes.

L'UGAB estime que le moment est venu de mettre fin à cette politique tacite de culpabilité « des deux côtés » entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie pour la détérioration de la situation au Haut-Karabakh.

« Alors que les Arméniens d'Artsakh sont sur le point d'être expulsés de leurs terres ancestrales, la communauté internationale n'a pas réussi à cerner la crise avec précision », déclare Berge Setrakian, président de l'UGAB, la plus grande organisation humanitaire arménienne au monde.

"Il existe de nombreux récits documentés qui indiquent que les Arméniens du Haut-Karabakh ne sont pas à l'origine de violences physiques contre l'Azerbaïdjan mais ont toujours choisi de rechercher des recours juridiques pour conserver son statut historique d'entité politique autonome. Ce n'est que lorsque l'Azerbaïdjan a décidé de recourir à la violence pour empêcher les Arméniens C'est avant d'obtenir le droit à l'autodétermination que les Arméniens ont essayé de se défendre par des moyens militaires. Apparemment, l'Azerbaïdjan ne croit pas qu'un groupe de personnes assiégé, opprimé et ethniquement discriminé ait le droit de se battre pour sa survie même", a déclaré Setrakian. a continué à dire.

L'Azerbaïdjan a toujours été l'agresseur et l'auteur de la force brutale, ce qui a donné lieu à une litanie de tactiques meurtrières et criminelles telles que le blocus économique de neuf mois du Haut-Karabakh, l'utilisation d'armes chimiques, la torture des prisonniers de guerre, la profanation des églises arméniennes et des objets sacrés chrétiens et les bombardements. de cibles civiles. Tous ces crimes doivent être pris en compte lors des reportages ou des commentaires sur la crise actuelle.

"Le contexte, les preuves concrètes et les missions d'enquête originales sont le seul moyen de découvrir la vérité et de demander justice dans cette affaire", a déclaré Arda Haratunian, membre du Conseil central de l'UGAB et experte en relations avec les médias. "Le monde le doit aux Arméniens qui ont énormément souffert des fausses équivalences et des reportages largement inadéquats pendant assez longtemps. Lorsque le résultat est la destruction d'un peuple pacifique et démocratique et le meurtre de vies innocentes, y compris d'enfants, une couverture complète et précise est critique."

ONLINE STATEMENT



Union générale de bienfaisance arménienne

[55 Est, 59ème rue](#)

[New York , NY 10022](#)

[États-Unis](#)

nelyasi@agbu.org

© 2022 UUGA. Tous droits réservés.